NPA l'étincelle

Bulletin de la Gare de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

07/04/2020

Covid-19 : une catastrophe qui en appelle d'autres

« Il n'y a pas lieu de paniquer, car il y a suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir tout le monde » a déclaré dans une note Qu Dongyu, le directeur de la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Mais il est évident que le moindre couac dans les rouages du commerce mondial pourrait aggraver la situation pour les plus pauvres – alors que 113 millions de personnes souffrent déjà de faim aigüe dans le monde.

Hongrie : avant le virus, le déluge

En Hongrie, la faim précède le coronavirus. Dans les petites localités roms du Borsod, dans le nord-est de la Hongrie, à la frontière avec la Slovaquie, on ne connaît personne ayant contracté le coronavirus. Les conséquences économiques et sociales de l'épidémie n'épargnent cependant pas les villages de cette région parmi les plus pauvres du pays et de tout le continent. Le chômage y explose alors que le prix des denrées alimentaires augmente en flèche. Dans le même temps, Victor Orban, le chef du gouvernement hongrois, s'arroge les pleins pouvoirs, sans limitation de durée, avec une « loi contre le coronavirus ». Des pouvoirs qui ne sont pas certainement pas faits pour prendre des mesures de sauvegarde des conditions d'existence des plus démunis.

Au Liban, « ne nous confinez pas, nourrissez-nous »

Le 29 mars au soir, des émeutes contre la faim ont eu lieu au Liban dans différents quartiers populaires, où la population des quartiers pauvres a bravé le couvre-feu et laissé éclater une colère qui grondait depuis longtemps déjà. Certains manifestants sont même allés jusqu'à affirmer qu'il était plus acceptable de mourir du coronavirus que de la faim.

Le Liban n'a pas encore beaucoup de cas, le couvre-feu fait donc office de prévention plus qu'autre chose, mais cela met dans une situation encore plus précaire tout un pan de la population qui n'a pas accès à des aides sociales… Quant au gouvernement, il annonce un plan d'aide aux plus pauvres… pour dans deux semaines ! Reste à savoir de quoi se nourrira la population entre-temps. À Tripoli, les manifestants ont mis directement en cause les ténors politiques de la ville, dont les fortunes personnelles pourraient très certainement subvenir aux besoins des plus pauvres.

En Italie, après le virus, la faim

En Italie, depuis quelques jours, les autorités dénoncent des vols collectifs de nourriture dans des centres commerciaux et des marchés. Ces évènements sont concentrés dans le sud du pays où une forte partie de la population vivait de boulots irréguliers ou au noir avant le confinement, et où près de 3,7 millions de personnes ne peuvent accéder à aucune aide sociale ou presque. Le gouvernement a fait un choix clair en utilisant son argent pour payer des flics à garder les supermarchés, et ce n'est pas les quelque 400 millions d'euros en bons d'achat débloqués qui sortiront la population de la misère.

Cette situation de misère ne se trouve pas dans un camp de réfugiés aux portes de l'Europe, mais au cœur même de cette grande Union européenne dont on nous vantait la solidarité et la coopération.

Crise alimentaire ou crise du capitalisme ?

Alors même qu'il n'y a aucune pénurie alimentaire (les stocks abondent et vont à la poubelle dans les pays riches), les ruptures dans les chaînes d'approvisionnement pourraient entraîner un gaspillage immense et la ruine de producteurs… dans le simple but financier de faire monter les prix. Cette crise alimentaire en préparation est due fondamentalement à la spéculation capitaliste et est encouragée par l'égoïsme national. Le chef de la FAO conclut dans sa note que ce sont les « marchés » qui peuvent résoudre ce problème… alors qu'ils en sont à l'origine !

Il est urgent de sortir les besoins fondamentaux, dont l'alimentation, des lois du marché. La seule solution est d'exproprier les grands groupes de l'agro-industrie qui font la pluie et le beau temps, s'arrogeant le droit de décider du sort de millions de personnes. Le problème vient du capitalisme ? Eh bien, renversons-le !

Solidarité à sens unique

Face à la baisse du trafic, la direction veut nous prendre 5 jours de repos. Pour le justifier elle ose invoquer la solidarité. Est-ce que les soignants auront moins de boulot pour autant ? Est-ce que ça va faire reculer le virus ? Bien sûr que non. C'est des profits de la boîte qu'ils veulent nous rendre solidaires. Des salaires gelés quand les dividendes sont record, 5 jours de salaire en moins quand ils sont écornés. A leur jeu, on perd à tous les coups.

Question de priorité

5 jours de « solidarité », on n'a rien entendu d'aussi absurde depuis la journée de solidarité avec les personnes âgées instituée après la canicule de 2003. On voit aujourd'hui le résultat dans les EHPAD. La meilleure façon d'être solidaire des soignants c'est de nous battre pour limiter l'activité à ce qui est vital. La remise en service de la LGV Est peut attendre !

On ne confine pas la colère

Le confinement ne favorise pas l'action collective mais quand la direction a demandé à ce qu'on pose 5 jours en avril, les réponses ont été fleuries. Parfois ensemble, parfois individuellement, les collègues des différents services de la gare de Strasbourg ont rivalisé d'imagination pour l'envoyer paître. Ça ne les empêchera peut être pas de nous voler nos repos mais c'est un début. Contre les attaques du gouvernement et de la direction, la riposte ne doit pas attendre la fin du confinement.

Courrier indésirable

Un peu partout, les chefs ont créé des groupes Whatsapp et autres réseaux sociaux pour « garder le contact »... ou pour nous avoir sous la main. C'est vrai que le confinement est parfois dur à vivre mais de là à ce que la hiérarchie nous manque... Même en confinement on a droit à la déconnexion !

Mépris crasse

À Hausbergen, il y a eu du retard à l'allumage pour que les cabines soient désinfectées. Et ne parlons même pas des locaux. La direction de FRET a du mal à trouver son porte monnaie. Elle l'a peut être rangé avec les masques.

Question pour un patron

Afin de divertir les contrôleurs en ces temps de confinement, la direction a décidé d'envoyer des quizz. Délicate attention, mais en ce moment, c'est plutôt eux qui devraient répondre à un questionnaire :

Question 1 : Pourquoi nous voler 5 jours de repos ?

□ Réponse A : parce que le travail c'est la santé, donc rien de tel pour faire reculer le virus

□ Réponse B : parce qu'il est important d'être solidaire avec son patr... euh, la nation !

□ Réponse C : pour que la boîte sauvegarde ses profits sur notre dos.

Cochez la bonne réponse.

Krach boursier et menace sur les retraites

On compte aux États-Unis 23,1 % de retraités pauvres parmi les plus de 66 ans, âge du départ en retraite à taux plein. Les pensions publiques sont faibles – 1 260 euros en moyenne. C'est pourquoi plus d'un ménage sur deux complète sa pension par des actions dont la valeur fluctue avec la Bourse.

Mauvaise nouvelle pour ces retraités : les plans de retraite d'entreprises ont perdu près de 90 % de leur valeur en deux mois et demi ! Comme pendant la crise de 2008, ce sont les retraités des classes populaires qui vont voir leur épargne balayée par le krach.

Avec sa réforme, Macron voulait amputer les pensions publiques pour orienter les gens vers des fonds de retraites privées. À bon entendeur, salut.

Double peine pour les chômeurs

Aux États-Unis, dix millions de personnes se sont inscrites au chômage en deux semaines. Or, pour la majorité de la population, l'assurance santé est prise en charge par l'employeur : en perdant son travail, on perd son assurance-maladie. Une situation d'autant plus dramatique en période d'épidémie.

Condensé d'inhumanité

À Las Vegas, ville où, en dehors des casinos, il n'y a presque que des hôtels, des dizaines de milliers de chambres sont vides. Plutôt que de les utiliser pour loger les personnes sans domicile, la ville a décidé de regrouper les SDF… sur un parking ! Les lignes qui délimitaient les places de stationnement hier sont celles qui limitent les emplacements des chômeurs aujourd'hui.